

OUVERTURE ET ÉCHANGES

DÉCODAGE



Depuis plusieurs années, le Conseil d'État développe une politique de communication et d'ouverture pour expliquer ses missions au grand public et mieux faire connaître son rôle. Dans cette perspective, il organise de nombreux séminaires, colloques ou entretiens thématiques sur des grandes problématiques sectorielles ou transversales qui sont autant d'occasions de faire dialoguer et débattre les différents acteurs du droit.

**Confronter les idées**  
Pour bien conseiller et pour bien juger, il faut comprendre les réalités que saisit le droit. Et les meilleures décisions sont celles qui sont éclairées par le débat et par la confrontation des idées. Fort de ces convictions, le Conseil d'État – profondément marqué par la collégialité de ses procédures internes – a souhaité depuis quelques années approfondir ses échanges avec les différents publics : administrations, universités, barreaux, acteurs économiques et sociaux... qui sont ainsi régulièrement invités à venir débattre

et réfléchir avec le Conseil d'État aux évolutions en cours ou à venir.

Conférences et colloques de la section du rapport et des études

La section du rapport et des études organise régulièrement des conférences et des colloques réunissant magistrats, enseignants-chercheurs, praticiens de l'administration ou du secteur privé, mais aussi membres des juridictions de l'Union européenne et représentants des États de l'Union. Cette activité s'est intensifiée ces dernières années, en privilégiant des thèmes plus variés et en développant des partenariats avec d'autres institutions (Cour de cassation, Conseil économique, social et environnemental, universités, collectivités territoriales, barreaux, chambres consulaires, etc.).

Le cycle de conférences « Où va l'État ? »

L'année 2014 aura notamment été marquée par un important cycle de conférences intitulé « Où va l'État ? » proposant d'aborder l'État sous tous les angles et le rôle de l'ensemble des acteurs :

- L'État, expression de la Nation : un objet de philosophie politique et une construction historique
- L'État de droit : constitution par le droit et production du droit
- L'État peut-il survivre à la mondialisation ?
- L'État dans l'Europe des États
- L'État, sous la pression de la société civile ?
- L'État et les monopoles régaliens : défense, diplomatie, justice, police, fiscalité
- Le sens et la raison d'État : quelle actualité ?
- L'État providence a-t-il vécu ?
- L'État et les entrepreneurs

Ce cycle de conférences s'achèvera en 2015 avec les dernières conférences :

- L'administration territoriale : État central, pouvoirs locaux
- L'État : quels coûts pour quelles missions ?
- Les agents de l'État : missions, valeurs, effectifs
- L'État : démantèlement ou réforme ? (conférence de clôture).

Les rendez-vous du comité histoire

D'autres rendez-vous sont par ailleurs proposés par le comité d'histoire du Conseil d'État. En 2014, une demi-journée d'étude a été organisée avec la Fondation Charles de Gaulle à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'ordonnance du 9 août 1944. Intitulée « Rétablir la légalité républicaine », elle a été conclue par M. Manuel Valls, premier ministre. Par ailleurs, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de Georges Pompidou, une manifestation a été consacrée à son activité de maître des requêtes au Conseil d'État et à ses relations avec l'institution après son départ du Palais-Royal. La séance « Georges Pompidou et le Conseil d'État » a été conclue par M. Édouard Balladur, ancien premier ministre.

« Nous devons rendre compte de ce que nous faisons : nous ne pouvons ni ne voulons seulement nous retrancher derrière l'autorité de la chose jugée. »

Jean-Marc Sauvé

Des personnalités et des sujets majeurs

L'ÉTAT PROVIDENCE A-T-IL VÉCU ?

JEAN-FRANÇOIS PILLIARD  
Vice-président du Medef en charge du pôle social, délégué général de l'UIMM

FRANÇOIS CHÉRÈQUE  
Ancien SG de la CFDT, inspecteur général des affaires sociales, président de l'Agence française du service civique

DOMINIQUE SCHNAPPER  
Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, membre honoraire du Conseil constitutionnel



L'ÉTAT ET LES ENTREPRENEURS

VÉRONIQUE MORALI  
Présidente de Fimalac Développement et de Webedia

PASCAL FAURE  
Directeur général des entreprises

LOUIS SCHWEITZER  
Commissaire général à l'investissement



LE SENS ET LA RAISON D'ÉTAT : QUELLE ACTUALITÉ ?

RAPHAËLE BACQUÉ  
Grand reporter au journal Le Monde

PHILIPPE RAYNAUD  
Professeur à l'université Panthéon-Assas

HUBERT VÉDRINE  
Ancien ministre des affaires étrangères



L'ÉTAT ET LES MONOPOLES RÉGALIENS

GUY CANIVET  
Membre du Conseil constitutionnel

DANIEL LEBÈGUE  
Ancien directeur du Trésor, ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, président de Transparency International

YVES-THIBAUT DE SILGUY  
Diplomate, vice-président du conseil d'administration de Vinci, ancien commissaire européen



RÉTABLIR LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

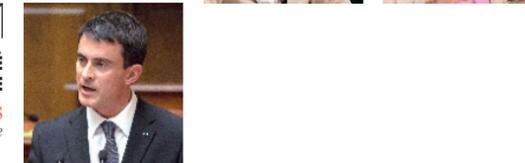
MANUEL VALLS  
Premier ministre



IMPÔT ET COTISATION : QUEL FINANCEMENT POUR LA PROTECTION SOCIALE ?

ROLANDE RUELLAN  
Présidente de chambre de la Cour des comptes, présidente du comité d'histoire de la sécurité sociale

JEAN-MARIE SPAETH  
Président du GIP Santé protection sociale international, ancien président du conseil d'administration de la CNAVTS et de la CNAMTS



À RETROUVER SUR WWW.CONSEIL-ETAT.FR • Toutes ces rencontres et tous ces débats sont à retrouver en ligne sur [www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr), qui les archive de manière thématique, facilitant ainsi les recherches ex-post. Au-delà du programme des manifestations à venir, chacun peut revoir l'intégralité des échanges, qui font l'objet de captations vidéo, ou visionner des interviews courtes d'intervenants. Pour chaque rendez-vous, un « dossier du participant » est proposé. L'internaute peut ainsi accéder à une première approche synthétique des enjeux et des questions débattues et à un certain nombre de références contextuelles.